

## L'emploi, priorité des RAF

### Institutionnel

Les 8<sup>es</sup> Rencontres animation formation (RAF), organisées par le Pôle image Magelis, ont permis d'aborder les nouvelles problématiques rencontrées en matière d'emploi, près d'un an après l'entrée en vigueur de réformes majeures pour le secteur.

★ La 8<sup>e</sup> édition des Rencontres animation formation (RAF) s'est tenue les 17 et 18 novembre à Angoulême. Cette manifestation, dont le but est d'inviter les acteurs du secteur de l'animation – écoles, professionnels et institutionnels – à dialoguer autour de sujets communs, est organisée par le Pôle image Magelis, en partenariat avec le CNC, le Syndicat des producteurs de films d'animation (SPFA), l'Afdas (fonds d'assurance formation des secteurs de la culture, de la communication et des loisirs), la CPNEF audiovisuel (Commission paritaire nationale emploi et formation), Audiens (groupe de protection sociale dédié aux professionnels de la culture, de la communication et des médias) et la Fédération des industries du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia (Ficam). Les RAF ont été précédées, le 16 novembre, par la deuxième édition des Rencontres animation développement innovation (Radi), organisée par le Pôle image Magelis, avec le soutien du CNC et la CPNEF audiovisuel. L'objectif de cet événement est de traiter des enjeux de la recherche et du développement pour les studios d'animation français. Les Radi et les RAF, conçues par René Broca, ont réuni près de 300 participants, un chiffre en hausse de plus de 20 % par rapport à 2015.

**"Nous rencontrons de réelles difficultés à pourvoir les postes d'encadrement."**

**Gilles Gaillard,**  
directeur général de Mikros Image.

Comme chaque année, lors des RAF, la question de l'emploi a été longuement évoquée, d'autant que la problématique en la matière a changé. En effet, jusqu'à très récemment, le nombre d'emplois à pourvoir était limité et ce pour deux raisons étroitement liées. La première : pour réaliser des économies, beaucoup de sociétés de production délocalisaient tout ou partie de la fabrication de leurs programmes et de leurs films à l'étranger. La seconde : chaque année, le secteur,



Jacques Bled, président d'Illumination Mac Guff, Jean-Michel Spiner, président de 2 Minutes, Gilles Gaillard, directeur général de Mikros Image, et René Broca, qui conçoit le programme des RAF.

qui réunit moins de 5 300 professionnels, doit accueillir environ 500 nouveaux diplômés sortant des 25 écoles appartenant au Réseau des écoles françaises de cinéma d'animation (Reca), ainsi que de nombreux diplômés des autres formations ne faisant pas partie du Reca. Un nombre évidemment important au regard de la taille du secteur. La conjonction de ces deux facteurs a donc entraîné une saturation du marché.

### Cruel manque d'encadrants

Depuis l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, de deux réformes importantes – d'une part, celle du Fonds de soutien à l'audiovisuel animation du CNC, qui vise à mieux soutenir les producteurs effectuant leurs dépenses dans l'Hexagone, et, d'autre part, celle des crédits d'impôt audiovisuel, cinéma et international, qui permettent, pour les deux premiers, de maintenir davantage la fabrication en France, et, pour le troisième, d'assurer plus de productions exécutives d'œuvres étrangères – ont changé la donne. De nouveaux studios ont été créés. Xilam en a ouvert deux, un à Angoulême et un à Villeurbanne ; Superprod en a ouvert un à Angoulême, etc. D'autres sociétés ont renforcé leurs effectifs. Certains professionnels présents aux RAF ont même parlé d'une période de "plein emploi" pour l'animation. Et celle-ci n'est pas si facile à gérer.

De sérieux problèmes de recrutement sont apparus. "Il y a une tension sur le marché que l'on n'avait pas constatée depuis longtemps", confirme Jacques Bled, président d'Illumination Mac Guff, filiale de l'américain Universal, qui a fabriqué, entre autres, les longs métrages *Les Minions* et *Comme des bêtes*. Nous recherchons des personnes dans tous les départements. Notamment, nous manquons cruellement de

*Technical Directors*". Gilles Gaillard, directeur général de Mikros Image, qui a notamment fabriqué le film *Astérix – Le domaine des dieux* pour le groupe M6, renchérit : "Nous manquons de talents pour l'intégralité de la chaîne de fabrication. Et, particulièrement, nous rencontrons de réelles difficultés à pourvoir les postes d'encadrement."

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer cette situation. "Nous ne communiquons pas assez sur nos besoins", estime Cécile Hergaux-Essame, directrice des productions chez Cube Creative, à qui l'on doit la série *Kaeloo*, produite pour le groupe Canal+. "Et, quant aux salaires, il est difficile d'être en concurrence avec, par exemple, le monde de la finance." Cécile Hergaux-Essame souligne ici un point important : tous les étudiants formés dans les écoles d'animation ne choisissent pas forcément de faire carrière dans le secteur auquel ils sont naturellement destinés. Effectivement, certains s'orientent vers la finance, où sont recherchées des compétences, entre autres, en graphisme. "Des talents se dirigent aussi vers la conception d'applications et d'interfaces graphiques", ajoute Gilles Gaillard.

### Des études trop longues

Autre raison invoquée : la durée des études, trop longue, qui retarde de fait l'entrée dans la vie active des jeunes talents. Certaines écoles ont allongé la durée de leurs formations, tandis qu'il est courant que des étudiants, au cours de leur cursus, passent par plusieurs écoles. "Des étudiants arrivent sur le marché en ayant fait six, voire sept ans d'études. C'est très long. Et est-ce vraiment nécessaire quand on sait qu'une partie du métier s'apprend en entreprise ?", interroge Cécile Hergaux-Essame. Moira Marguin, responsable

du département animation chez Gobelins, école de renommée mondiale, justifie cet allongement. "Nous avons jugé que la durée des études devait être plus longue car le niveau de compétence exigé par les studios est plus élevé, et parce que ces mêmes studios n'ont plus le temps de former." Reste que cette longue durée a d'autres conséquences pour les sociétés de production. "Beaucoup d'étudiants doivent rembourser un prêt, car leurs parents n'ont pu financer leur formation [les études dans le domaine de l'animation coûtent très cher, NDLR]. Par conséquent, les demandes salariales faites à la sortie de l'école sont en train de grimper", fait remarquer Cécile Hergaux-Essame. Or, il est compliqué pour de nombreuses sociétés de payer un junior avec un salaire équivalent à celui d'un professionnel ayant plusieurs années d'expérience.

Néanmoins, cette inflation des salaires semble inévitable. La demande est si forte que l'un des arguments pour convaincre les talents de rejoindre un studio devrait être la rémunération. Mais, en parallèle, les budgets des productions françaises, aussi bien séries que longs métrages, n'augmenteront pas significativement. "Nous concernant, il est clair qu'en termes de salaires, nous ne pourrions participer à une surchère, car nous nous inscrivons dans une maîtrise des coûts", commente Jean-Michel Spiner, président de 2 Minutes, qui produit actuellement, entre autres, la série *Les Souvenirs de Mamette*, que M6 diffusera.

Ainsi, trouver une meilleure adéquation entre les attentes des studios et les formations dispensées par les écoles constitue un enjeu majeur pour la pérennité de cette période vertueuse en matière d'emplois que connaît l'animation. **Lucas Fillon**

